

## Procédures

## Procédure civile : même au Poker, il y a des règles...

Entre les récentes réformes procédurales et les décisions contrastées et plus ou moins respectueuses du Code de procédure civile au sein des cours d'appel, règne une certaine insécurité juridique préjudiciable, tant pour les praticiens du droit que pour les justiciables.



Par Sarra  
JOUGLA-YGOUF  
Avocat au barreau  
de Paris  
Spécialiste  
en procédure d'appel

Désormais, les nouveautés procédurales rythment les années : *Magendie 1*, *Magendie 2*, suppression des avoués, création du réseau privé virtuel des avocats (RPVA)...

La situation devient tellement complexe, que même les magistrats ne savent plus où donner de la tête.

Un florilège de décisions plus ou moins respectueuses du Code de procédure civile (CPC) vient encore semer le trouble chez les praticiens.

L'insécurité juridique s'est propagée, spécialement devant les cours d'appel, où se mélangent joyeusement les dispositions du décret *Magendie 2* <sup>(1)</sup> de 2009, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et les dispositions sur le RPVA applicables devant certaines cours d'appel mais pas d'autres, et différemment selon qu'on se trouve au TGI ou à la cour... Tout cela saupoudré de quelques difficultés liées à la perception des ombres.

Au sein d'une même cour d'appel, il est courant d'assister à l'éclosion de jurisprudences en sens contraire, selon des critères difficiles à cerner.

Même les barreaux n'ont pas de position claire face à ces nouvelles règles procédurales : certains estiment qu'il ne faut surtout pas que les avocats en fassent état, car il s'agirait d'arguties procédurales indignes de tout auxiliaire de justice qui se respecte et qu'il ne faut pas contribuer à l'augmentation des primes d'assurances en développant ce genre de litige.

D'autres barreaux incitent, au contraire, les avocats à tout soulever, par peur de voir leur responsabilité mise en cause *a posteriori* par leurs clients.

Dans un cas comme dans l'autre, la responsabilité de l'auxiliaire de justice pourra être engagée.

N'est-il pas, dès lors, préférable d'appliquer tous les mêmes règles ?

Beaucoup de brillants commentateurs se sont exprimés sur les aspects purement techniques des modifications issues du décret du 9 décembre 2009. C'est pourquoi, sans entrer dans les détails, nous rappellerons tout d'abord le régime procédural des sanctions encourues devant la cour d'appel, au terme des articles 902, 906, 908, 909 et 911 du Code de procédure civile (I) puis, examinons comment ces textes peuvent se combiner avec les règles régissant le RPVA (II).

## I. LE RÉGIME PROCÉDURAL DES SANCTIONS ENCOURUES

### A. Le non-respect des délais prévus aux articles 902, 908, 909 et 911 du CPC est sanctionné par une fin de non-recevoir et non pas une nullité procédurale

Au terme de l'article 122 du CPC, « constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée ».

Par conséquent, le délai *d'un* mois imposé par l'article 902 pour signifier la déclaration d'appel à partir de l'avis donné par le greffe sera sanctionné par la caducité de l'appel, celle-ci pouvant être soulevée d'office par le magistrat.

Peu importe que cette règle ne fasse courir aucun délai pour l'intimé et contribue à alourdir les frais de justice, elle doit être respectée à peine de caducité.

Il serait donc judicieux que l'article 902 du CPC soit supprimé et remplacé par un alinéa complémentaire dans l'article 911, qui imposerait la signification de la déclaration d'appel avec les conclusions d'appelant lorsque l'intimé n'a pas constitué spontanément.

La caducité est également encourue si le délai prévu pour le dépôt des conclusions de l'appelant (trois mois) n'est pas respecté. *Idem* si l'appelant ne signifie pas ses écritures à l'intimé non constitué dans le mois suivant. L'appel sera

(1) 12. n° 2009-1524, 9 déc. 2009, relatif à la procédure d'appel avec représentation obligatoire en matière civile : JO 11 déc. 2009, p. 21386.



déclaré caduc, soit d'office par le magistrat, soit à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Au terme de l'article 385 du CPC, la caducité ne fait toutefois pas obstacle à l'introduction d'une nouvelle instance, si les délais pour ce faire n'ont pas couru ou n'ont pas encore expiré.

Si l'intimé ne respecte pas le délai édicté par l'article 909 du CPC (deux mois pour répondre aux conclusions de l'appelant), il sera sanctionné par l'irrecevabilité de ses conclusions.

S'agissant de fins de non-recevoir, nul n'est besoin de prouver l'existence d'un grief<sup>(2)</sup> et le moyen peut être soulevé à n'importe quel moment de la procédure.

Il convient également de souligner que l'article 911-1 *in fine* du CPC précise que l'ordonnance qui prononce la caducité ne peut être rapportée.

Par contre, l'article 916 du CPC est heureusement venu préciser qu'« elles peuvent être déferées par simple requête à la cour dans les quinze jours de leur date lorsqu'elles ont pour effet de mettre fin à l'instance (...), lorsqu'elles statuent sur une exception de procédure, un incident mettant fin à l'instance, la fin de non-recevoir tirée de l'irrecevabilité de l'appel ou la caducité de celui-ci ou lorsqu'elles prononcent l'irrecevabilité des conclusions en application des articles 909 et 910, s'agissant d'une ordonnance du conseiller de la mise en état mettant fin à l'instance ».

## B. La simultanéité de la communication des pièces et de la signification des conclusions exigée par l'article 906 du CPC obéit à d'autres règles

Après plusieurs décisions en sens contraires, la cour d'appel de Paris a sollicité l'avis de la Cour de cassation sur ce texte.

Celle-ci s'est ainsi exprimée, et sans retenir les observations du rapport de l'avocat général Éric Alt, a estimé, dans son avis du 25 juin 2012<sup>(3)</sup> que : « doivent être écartées les pièces, invoquées au soutien des prétentions qui ne sont pas communiquées simultanément à la notification des conclusions. »

Cet avis a bouleversé les praticiens, avocats et magistrats, qui jusqu'alors, dans le flou artistique des textes et en l'absence de toutes précisions au regard de la sanction, avaient tenté d'adopter des solutions pragmatiques :

– le respect du principe de la contradiction faisait que le délai ne courait, pour répondre aux écritures, qu'à partir de la communication effective des pièces<sup>(4)</sup> ;

– pour les tenants d'une interprétation stricte du principe général, « pas de nullité sans texte », il n'existait tout simplement pas de sanction<sup>(5)</sup> ;

– pour d'autres, comme la cour d'appel d'Aix-en-Provence ou celle de Paris, il fallait démontrer l'existence d'un grief<sup>(6)</sup> ;

L'avocat général auprès de la Cour de cassation, Éric Alt, avait mentionné la jurisprudence rendue par la Cour de cassation<sup>(7)</sup> relativement à l'article 56 du CPC, mais la Cour de cassation, cette fois-ci, a adopté une solution beaucoup plus dure. Peu importe l'existence d'un grief (pièces communiquées en première instance par exemple), peu importe que le décret n'ait prévu aucune sanction spécifique au défaut de simultanéité de la communication (les articles 908 et 909 ne visent en effet que les conclusions et pas les pièces, et le rapprochement avec l'article 954 du CPC ne permettrait de sanctionner que le défaut de bordereau récapitulatif).

**“ Il est à espérer que les magistrats continuent à adopter des solutions pragmatiques qui étaient les leurs, adaptées aux cas d'espèce ”**

La Cour de cassation, dans cet avis, semble créer un nouveau régime de nullité sans texte et sans grief, qui pourtant n'entre ni dans l'énumération de l'article 122 du CPC – et ne saurait donc constituer une fin de non-recevoir (il ne s'agit ni d'un défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, ni d'une prescription, d'un délai préfix ou de la chose jugée) –, ni dans les nullités de fond (l'article 117 énumère strictement les cas d'ouverture comme étant : le défaut de capacité d'ester en justice, le défaut de pouvoir d'une partie ou d'une personne figurant au procès comme représentant soit d'une personne morale, soit d'une personne atteinte d'une incapacité d'exercice ou enfin, le défaut de capacité ou de pouvoir d'une personne assurant la représentation d'une partie en justice).

Depuis, certains magistrats se cantonnent à une application stricte de l'avis de la Cour de cassation mais, heureusement, d'autres continuent à adopter des solutions adaptées à chaque cas d'espèce et résistent en appliquant, nonobstant la lettre de l'article 114 du CPC, le régime des nullités de forme<sup>(8)</sup>.

L'article 114 du CPC est, en effet, clair : « Aucun acte de procédure ne peut être déclaré nul pour vice de forme si la nullité n'en est pas expressément prévue par la loi, sauf

(2) CA Paris, 25 oct. 2012.

(3) Cass. avis, 25 juin 2012, n° 12-00005, 12-00006 et 12-00007.

(4) Entre autres, CA Toulouse, 4 avr. 2012.

(5) CA Douai, 14 févr. 2012.

(6) CA Aix-en-Provence, 27 mars 2012 – CA Paris, Pôle 1, ch. 3, 19 juin 2012, n° 11/19258.

(7) Cass. 2<sup>e</sup> civ., 3 avr. 2003, n° 00-22066 : Bull. civ. II, n° 94.

(8) Par ex., CA Paris, 25 oct. 2012, n° 11/08790.



en cas d'inobservation d'une formalité substantielle ou d'ordre public.

La nullité ne peut être prononcée qu'à charge pour l'adversaire qui l'invoque de prouver le grief que lui cause l'irrégularité, même lorsqu'il s'agit d'une formalité substantielle ou d'ordre public. »

Si, comme l'avait pourtant fait l'avocat général à la Cour de cassation, l'on rapproche entre eux les articles 112, 114, 115 du CPC avec la jurisprudence rendue par la Cour de cassation sur l'article 56 du CPC, les pièces non communiquées au soutien des écritures numéro 1 d'une partie pourraient être déclarées irrecevables – l'article 115 édictant que si une forclusion est intervenue, la nullité ne peut plus être régularisée. Mais *quid* des pièces communiquées simultanément aux écritures numéro 2 ?

Cette communication pourrait être déclarée recevable dans l'hypothèse où elle ne laisserait subsister aucun grief, rien n'interdisant de communiquer à nouveau des pièces au soutien d'écritures complémentaires et récapitulatives...

Les calendriers des cours étant ce qu'ils sont, les autres parties auraient, la plupart du temps, tout le loisir de répondre en ayant connaissance des pièces et il n'y aurait ainsi plus aucun grief, étant précisé que la communication simultanée des pièces et des écritures n'est pas une formalité substantielle ou d'ordre public<sup>(9)</sup>.

Il est à espérer que les magistrats continuent à adopter les solutions pragmatiques qui étaient les leurs, adaptées aux cas d'espèce, en s'attachant à vérifier si ce défaut de simultanéité est susceptible de constituer un grief et de rendre irrecevables les pièces litigieuses.

Ils doivent, en fait, s'assurer, conformément à l'esprit des dispositions issues du décret *Magendie* qui s'attachaient aux principes directeurs du procès, que le principe du contradictoire est respecté au regard des dispositions procédurales qui ont sensiblement réduit les délais impartis pour conclure.

Soulignons au passage que la Cour de cassation est de nouveau saisie pour avis, relativement à la compétence du magistrat chargé de statuer sur l'article 906 du CPC... Il n'est en effet pas évident du tout, toujours dans le silence des textes, que ce soit le conseiller de la mise en état.

Les magistrats peuvent également être amenés à contrôler la régularité et la réalité de la notification de ces actes. Car, pour permettre à un acte d'être valable et recevable, il convient de le réaliser dans le délai prévu mais également de manière régulière.

La communication de ces écritures et/ou pièces doit en effet, respecter le mode de notification prévu par les textes.

## II. DU BON USAGE DU RPVA

L'article 930-1 du CPC institué par l'article 5 du décret du 9 décembre 2009 modifié par le décret du 3 mai 2012<sup>(10)</sup> précise qu'« à peine d'irrecevabilité relevée d'office, les actes de procédure sont remis à la juridiction par voie électronique ».

Lorsqu'un acte ne peut être transmis par voie électronique pour une cause étrangère à celui qui l'accomplit, il est établi sur support papier et remis au greffe. En ce cas, la déclaration d'appel est remise au greffe en autant d'exemplaires qu'il y a de parties destinataires, plus deux. La remise est constatée par la mention de sa date et le visa du greffier sur chaque exemplaire, dont l'un est immédiatement restitué. Les avis, avertissements ou convocations sont remis aux avocats des parties par voie électronique, sauf impossibilité pour cause étrangère à l'expéditeur.

Un arrêté du garde des Sceaux définit les modalités des échanges par voie électronique. L'article 15 dudit décret précisait que les dispositions de cet article n'étaient applicables qu'aux déclarations d'appel et aux constitutions d'avoué (aujourd'hui avocats) afférentes aux appels formés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, et qu'elles ne seraient applicables aux autres actes mentionnés à l'article 930-1 du Code de procédure civile qu'à compter de la date fixée par l'arrêté prévu à cet article et au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ces textes sont intervenus et sont les arrêtés des 30 mars 2011 et 18 avril 2012.

### A. Les textes en vigueur excluent la notification par RPVA devant certaines cours, dont celle de Paris

Les arrêtés du 30 mars 2011<sup>(11)</sup> et du 18 avril 2012<sup>(12)</sup>.

L'article 2 de l'arrêté du 30 mars 2011 dispose que : « Peuvent être effectués par voie électronique, entre auxiliaires de justice représentant une partie ou entre un tel auxiliaire et la juridiction, les envois et remises des déclarations d'appel et des actes de constitution faits en application des articles 901 et 903 du Code de procédure civile, ainsi que des pièces qui leur sont associées. »

Sont donc exclus de la communication électronique les envois de conclusions qui doivent être effectués par voie de notification directe entre avocats<sup>(13)</sup> ou de signification par huissier audiencier.

La situation a évolué depuis l'arrêté du 18 avril 2012. L'article 2 de cet arrêté intègre les échanges de conclusions

(10) D. n° 2012-634, 3 mai 2012, relatif à la fusion des professions d'avocat et d'avoué près les cours d'appel : JO 5 mai 2012, p. 7969.

(11) A. 30 mars 2011, relatif à la communication par voie électronique dans les procédures avec représentation obligatoire devant les cours d'appel : JO 31 mars 2011, p. 5600.

(12) A. 18 avr. 2012, relatif à la communication par voie électronique dans les procédures avec représentation obligatoire devant les cours d'appel : JO 10 mai 2012, p. 8690.

(13) CPC, art. 673.

(9) Cass. 2<sup>e</sup> civ., 3 avr. 2003, préc.



aux actes qui peuvent être effectués par voie électronique, mais son article 5 énumère les cours d'appel devant lesquelles cet arrêté est applicable, soit les cours d'Agen, Aix-en-Provence, Dijon, Douai, Grenoble, Lyon, Reims, Rennes, Toulouse et Versailles. Dans 10 cours sur 35 seulement, la communication *via* le RPVA est impérative.

Ce mode de communication est également utilisé dans d'autres cours, lorsque des contrats de procédure spécifiques pour la cour d'appel ont été signés entre les chefs de cours et les barreaux.

Mais en dehors de ces cas-là, le seul mode de notification régulier est, soit la notification directe au terme de l'article 673 du CPC, soit la signification par voie d'huissier audiencier.

À cet égard, le site du barreau de Paris a mis en ligne sur sa page RPVA un « flash spécial », destiné à rappeler ces règles aux avocats n'étant pas familiarisés avec la procédure devant la cour.

Cette persistance obéit à l'article 748-2 du Code de procédure civile qui dispose que, « le destinataire des envois, remises et notifications mentionnés à l'article 748-1 doit consentir expressément à l'utilisation de la voie électronique, à moins que des dispositions spéciales n'imposent l'usage de ce mode de communication. »

### “ Dans 10 cours sur 35 seulement, la communication *via* le RPVA est impérative ”

Dans les cours où ce mode de communication pour la notification des conclusions entre avocats n'est prévu, ni par l'arrêté, ni par voie conventionnelle, il en ressort que l'acceptation du destinataire doit être expresse.

L'adhésion de l'avocat au RPVA ne saurait valoir acceptation de ce mode de communication pour la notification des conclusions, dès lors que non seulement celui-ci est exclu par les textes en vigueur mais qu'il est en revanche imposé devant le TGI pour toutes sortes d'actes, et, devant la cour, pour les seules déclarations d'appel et constitutions.

Il ne saurait pas plus être considéré qu'il aurait valablement été fait usage d'une possibilité qui aurait été offerte par l'article 748-1 du Code de procédure civile dès lors que l'article 748-3 dispose : « Les envois remises et notifications mentionnés à l'article 748-1 font l'objet d'un avis électronique de réception adressé par le destinataire, qui indique la date et, le cas échéant, l'heure de celle-ci. »

Cet avis tient lieu de visa, cachet et signature ou autre mention de réception qui sont apposés sur l'acte ou sa copie lorsque ces formalités sont prévues par le présent code.

En cas de transmission par voie électronique, il n'est pas fait application des dispositions du présent code pré-

voyant la transmission en plusieurs exemplaires et la restitution matérielle des actes, et pièces remis ou notifiés. »

Lorsque les seuls avis de réception émanent du greffe, ils ne sauraient valoir réception de la communication par son destinataire, et certainement pas notification entre avocats au sens de l'article 673 du Code de procédure civile, ainsi que l'a, à juste titre, décidé la cour dans un arrêt du 12 septembre 2012.

L'article 673 du CPC dispose en effet que : « la notification directe s'opère par la remise de l'acte en double exemplaire à l'avocat destinataire, lequel restitue aussitôt à son confrère l'un des exemplaires après l'avoir daté et visé. »

En l'état du droit positif, décider que la transmission des conclusions *via* le RPVA, dans les cours où ce mode de transmission est expressément exclu, peut valoir notification reviendrait à admettre que les conclusions n'auraient plus à être signifiées, ni notifiées, mais seulement portées à la connaissance du conseil de l'autre partie par n'importe quel moyen : mail, fax, courrier simple ou pigeon voyageur.

Des conclusions notifiées par le RPVA ne sauraient par conséquent constituer un acte de procédure valable dans ces cours<sup>(14)</sup>. Il ne s'agit pas là d'un formalisme excessif qui serait susceptible d'être sanctionné par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), mais d'une sécurité juridique élémentaire. En tout état de cause, le Conseil d'État s'est favorablement prononcé sur la légalité du décret du 9 décembre 2009 après avoir retenu sa conformité avec l'article 6 de la CEDH<sup>(15)</sup>.

La cour d'appel de Toulouse, dans un arrêt du 4 avril 2012, a justement relevé que ne pas appliquer les sanctions prévues par ces textes reviendrait à contrevenir à un autre principe européen, celui d'être jugé dans un délai raisonnable, et serait contraire à l'objectif de célérité poursuivi par le décret *Magendie* du 9 décembre 2009<sup>(16)</sup>.

En l'état du droit positif, le canal du RPVA n'étant pas prévu pour la notification des conclusions devant certaines cours dont celle de Paris, et l'article 2 de l'arrêté du 30 mars 2011 faisant obstacle à l'application de l'article 748-1 du Code de procédure civile, toute autre forme de communication que celles admises par les articles 671 à 673 du CPC sont irrégulières.

## B. Le régime de l'irrégularité

Dans la mesure où les deux seules possibilités de transmission des actes (notification directe de l'article 673 ou signification par huissier audiencier de l'article 672 du CPC) n'auraient pas été respectées :

(14) CA Paris, 12 sept. 2012 – CA Paris, 15 nov. 2012.

(15) CE, 13 juill. 2011, n° 336360.

(16) CA Toulouse, 4 avr. 2012.



- soit l'on considère qu'il n'y a pas eu d'acte, alors la fin de non-recevoir évoquée ci-dessus doit être accueillie et la caducité – ou l'irrecevabilité selon le cas – prononcée ;
- soit l'on considère, de manière très critiquable, qu'il s'agit d'une simple nullité de forme susceptible de régularisation.

**“ La Cour de cassation, par plusieurs arrêts de la deuxième chambre civile du 2 mars 2000, a estimé qu'une notification, même irrégulière, pouvait produire un effet ”**

• La notification par RPVA non autorisée n'a pas valeur de notification : Comme rappelé ci-dessus, lorsque cette voie n'est pas expressément autorisée et acceptée par son destinataire, elle ne saurait valoir notification, même irrégulière. En effet, dans le cas contraire, cela reviendrait à considérer qu'un courrier ou tout autre mode de transmission aurait valeur de notification entre avocats, ce qui ne peut bien sûr être envisagé. La jurisprudence s'est montrée hésitante, spécialement au regard de la jurisprudence de la Cour de cassation.

La Cour de cassation, par plusieurs arrêts de la deuxième chambre civile du 2 mars 2000, avait en effet estimé qu'une notification, même irrégulière, avait pu produire un effet <sup>(17)</sup>.

Mais il s'agissait là de l'application d'une espèce relative à une interruption de prescription par un acte délivré devant une juridiction incompétente et du délai de l'article 528-1 du CPC, par une notification irrégulière.

La forme de l'acte était régulière mais pas son contenu, et la Cour de cassation a considéré que l'acte ne pouvait être considéré comme inexistant. En l'espèce, la transmission par RPVA ne constitue pas une notification au sens des textes – pour les cours où ce mode de transmission n'est pas encore en vigueur – et par conséquent, aucune notification n'a eu lieu. Il a donc été jugé que « l'envoi par RPVA à un correspondant qui utilise ce mode de communication uniquement pour envoyer lui-même ses déclarations d'appel et ses constitutions parce que la loi le lui impose, ne saurait être une notification au sens des textes » <sup>(18)</sup>.

Même si certains conseillers de la mise en état avaient, un temps, envisagé d'admettre la notification par RPVA alors que celle-ci était proscrite, il semble aujourd'hui y avoir une uniformisation de la jurisprudence. La communication par RPVA des actes non visés par les arrêtés en vigueur

n'équivaut donc pas à une notification et n'interrompt pas les délais.

La caducité sera donc encourue pour l'appelant et l'irrecevabilité pour l'intimé.

• Dans l'hypothèse où ce mode de communication serait retenu comme valable dans une cour où l'article 930-1 du CPC n'est pas applicable pour tous les actes, il conviendrait alors de faire application du régime des nullités de forme et donc justifier du grief.

Mais considérer l'envoi par RPVA, hors champs d'application de l'arrêté, comme une notification régulière reviendrait donc à priver, sur le fondement de l'article 910 du Code de procédure civile, la partie notifiée de la possibilité de répliquer à un éventuel appel principal ou incident.

Il s'agirait ni plus ni moins que d'une prime à la violation des règles de procédure civile, puisqu'en procédant à la transmission de ses conclusions selon des modalités exclues par l'arrêté du 30 mars 2011 et non conformes aux dispositions des articles 672 et 673 du Code de procédure civile, leur expéditeur obtiendrait un avantage dont il n'aurait pas bénéficié s'il avait respecté ces règles.

Il est vivement conseillé dans ces situations de solliciter du conseiller de la mise en état qu'il constate que l'envoi par RPVA, n'ayant respecté aucune forme prévue par les textes pour la notification des actes entre avocats, n'a fait courir aucun délai et qu'il accorde dans ce cas un délai supplémentaire au destinataire de l'acte litigieux pour répliquer, sauf à créer une véritable rupture d'égalité entre les deux justiciables.

\* \*

Les règles qui régissent le procès sont les règles d'un jeu fondamental et propre à toute démocratie, celui de garantir une justice équitable respectueuse des lois.

Comme telles, elles doivent être lisibles, cohérentes et sûres, et par conséquent stables dans leur interprétation. Nous engageons tous les jours des procédures en première instance ou en appel en respectant, malgré leur complexité et leurs contradictions croissantes, les différents textes qui les régissent.

Mais voici qu'avec le RPVA, sont venues s'ajouter de nouvelles chausse-trappes, et la jurisprudence pour le moins instable des conseillers de la mise en état et des cours n'a fait qu'ajouter à la difficulté.

Les avocats, les magistrats et, par voie de conséquence les justiciables, ont besoin d'une sécurité juridique qui a été grandement mise à mal avec ces derniers textes.

Les praticiens de la procédure que sont les avocats rencontrent des difficultés croissantes pour appliquer des textes différents en matière de notification des actes, selon que les procédures sont conduites à Versailles, à Paris ou ailleurs, et même devant le tribunal de grande instance ou la cour... La pratique du RPVA est, en effet, à peu près

(17) Cass. 2<sup>e</sup> civ., 2 mars 2000, n° 98-13648 : Bull. civ. II, n° 38.

(18) CA Paris, 12 sept. 2012, n° 11/21976.



inverse devant le tribunal de grande instance à celle en vigueur devant les cours d'appel non visées par le dernier arrêté du 18 avril 2012.

Les bruits de couloir laissent entendre que la généralisation du RPVA dans toutes les cours d'appel serait bien au rendez-vous en janvier 2013. Sur le plan des principes, c'est évidemment souhaitable.

Malheureusement, cependant, en pratique, le RPVA est loin d'être au point, tant du côté des greffes et des magistrats que du côté des avocats. Pour ne citer que deux exemples, le caractère individuel et nominatif des clés d'accès à e-barreau pose des problèmes pratiques quotidiens dans les structures de plus de deux avocats, et il est urgent que le CNB mette au point des clés d'accès « structure ».

Il est également urgent qu'il y ait un filtre lorsque l'adresse du destinataire avocat est erronée et que, dans cette hypothèse, les messages ne puissent être délivrés, même pas au greffe (à défaut, le greffier considère que le message a également été délivré à l'avocat mentionné en destinataire...), ou à tout le moins que le greffe soit en copie des messages d'erreur.

Si l'uniformisation des règles est essentielle, le volontarisme et la mise en place des réformes à marche forcée ne donnent rien de bon... Mais nos instances décisionnaires ont souvent du mal, tant avec la concertation qu'avec l'expérimentation.

Les avis sont en effet souvent pris soit auprès de praticiens qui n'ont souvent qu'une vision trop théorique de la communication électronique et de la procédure civile et ne sont donc pas en mesure de faire évoluer le système en corrélation avec les textes applicables de manière pragmatique, soit auprès de techniciens qui n'ont pas une vision globale de la procédure leur permettant de créer un outil qui soit conforme aux attentes des praticiens...

Ne serait-il pas souhaitable, que dans un futur proche, la concertation s'effectue enfin auprès des avocats « de base », afin que ceux-ci puissent faire remonter leur expérience – et qu'elle soit enfin prise en compte ? ■



**Domat** droit public/privé  
JEAN-BERNARD AUBY  
HUGUES PERINET-MARQUET  
ROZEN NOGUELLOU

**Droit  
de l'urbanisme  
et de la  
construction**

9<sup>e</sup> édition

Montchrestien  
ÉDITIONS

**Vient de  
paraître**

“ Nouvelle édition enfin disponible ! ”

Disponible  
sur  
**librairie  
Lgdj.fr**  
www.lgdj.fr